

8^e ÉDITION
COLLOQUE
ANNUEL
LES RENDEZ-VOUS
DU LOCAL
À SCIENCES PO

PROGRAMME



UN NOUVEAU SYSTEME TERRITORIAL ?



MARDI 10 MAI 2016
DE 9H00 À 17H00

CAISSE DES DÉPÔTS
72 av. Pierre Mendès France
75013 Paris

INSCRIPTION OBLIGATOIRE
au plus tard le 22 avril 2016
(nombre de places limité)

Christine Briatte : Tél : 33 (0)1 45 49 76 32
christine.briatte@sciencespo.fr

SciencesPo
CHAIRE MUTATIONS DE L'ACTION
PUBLIQUE ET DU DROIT PUBLIC

La Chaire MADP est soutenue par



COMITE
D'ORIENTATION

Jean-Bernard Auby,
professeur de droit public, directeur de la Chaire MADP

Jean-Christophe Baudouin,
directeur des stratégies territoriales
au Commissariat général à l'égalité des territoires

Vincenzo De Gregorio,
maître de conférences à Sciences Po

Brigitte Fouillard,
directrice exécutive de l'École urbaine, Sciences Po

Françoise Larpin,
associée, directrice nationale « Secteur public » KPMG

Patrick Le Gales,
directeur du Programme VILLE, Sciences Po ;
doyen de l'École urbaine, Sciences Po

Patrick Le Lidec,
chargé de recherche au CNRS-Centre d'études européennes
de Sciences Po, directeur scientifique de l'exécutif master
« Gouvernance métropolitaine » de Sciences Po

Laurence Lemouzy,
directrice scientifique de l'Institut de la Gouvernance territoriale
et de la Décentralisation et de la revue « Pouvoirs Locaux »

Christophe Pouthier,
directeur de l'activité « Ouvrages et Contenus »,
directeur de la rédaction Connexité, Berger-Levrault

Olivier Renaudie,
professeur de droit public à l'Université de Lorraine (Nancy)

Véronique Robitaille,
directrice de l'INET

COMITE
D'ORGANISATION

Jean-Bernard Auby,
professeur de droit public, directeur de la Chaire MADP

Christine Briatte,
chargée de projets, Chaire MADP, Sciences Po

Olivier Renaudie,
professeur de droit public à l'Université de Lorraine (Nancy)

Ces dernières années, la réforme territoriale a pris la forme d'un chantier permanent. Parmi les derniers textes législatifs sur le sujet, on peut citer la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, la loi du 16 juin 2015 relative à la délimitation des régions ou encore la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. De nombreux observateurs ont souligné ce qu'ils estiment être les lacunes et les impensés de ces textes. C'est un fait que certains sujets, comme par exemple la suppression d'un échelon territorial, ont pu être reportés. C'est un fait également que la complexité et la technicité de certains dispositifs législatifs peuvent parfois laisser perplexe. Pour autant, ces différents textes ont été et vont être à l'origine d'avancées remarquables, tenant notamment à l'affirmation des régions, au renforcement de l'intercommunalité ou à la prise en compte du fait urbain. Il est même permis de se demander s'il n'est pas en train de se passer quelque chose de plus profond. On peut ainsi s'interroger sur le point de savoir si ces mutations n'ont pas conduit à la mise en place d'un nouveau système territorial.

C'est à cette interrogation que la Chaire MADP a souhaité apporter des éléments de réponse à l'occasion de son huitième Rendez-vous du Local. Elle a choisi d'organiser cette manifestation avec la Caisse des dépôts, partenaire historique des collectivités territoriales. L'objet de cette journée d'étude sera de réfléchir sans tabou au contenu et aux contours des évolutions récentes du système territorial, afin de mesurer la portée de ses transformations. Plus précisément, il s'agira, d'une part, d'apporter un regard critique sur les évolutions du système territorial présentes et à venir et, d'autre part, de se demander si elles conduisent à une véritable transformation du système. Regroupant des personnalités issues d'horizons divers (ministres, anciens ministres, parlementaires, élus locaux, dirigeants et cadres territoriaux, universitaires, experts), cette journée d'étude sera structurée sous la forme de trois tables rondes. La première est consacrée aux nouvelles régions. La seconde porte sur les métropoles et les communes nouvelles. La troisième est relative au système financier local.

MATINÉE

9H15 - ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

- Marc Abadie, directeur du Réseau et des territoires de la Caisse des Dépôts.
- Jean-Bernard Auby, professeur à Sciences Po, directeur de la Chaire MADP.

9H30 - INTRODUCTION

- Patrick Le Lidec, chargé de recherche au - CNRS - Centre d'études européennes de Sciences Po, directeur scientifique de l'exécutif master « Gouvernance métropolitaine » de Sciences Po.

10H00
TABLE RONDE 1

LES NOUVELLES
RÉGIONS

La recherche du territoire pertinent et la volonté de faire des économies ont conduit à réduire le nombre de régions métropolitaines, de 22 à 13. De manière générale, on peut s'interroger sur l'impact de cette réforme sur le paysage local, mais également sur ses conséquences en matière de solidarité territoriale. Il est par ailleurs permis de se demander comment les nouveaux exécutifs régionaux assument le rôle prépondérant désormais attribué aux régions en matière d'aménagement du territoire.

ANIMATEUR DE LA TABLE RONDE

Laurence Lemouzy, rédactrice en chef de la revue « Pouvoirs Locaux » et directrice scientifique de l'Institut de la gouvernance territoriale.

INTRODUCTION

Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS et titulaire de la chaire TMAP à Sciences-Po Rennes.

INTERVENANTS

François Bouchard, directeur général des services, région Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine.

Jean-Luc Boëuf, administrateur général.

Anne Epaulard, professeur à l'Université Paris-Dauphine, conseillère scientifique de France Stratégie.

Alain Rousset, président du conseil régional Aquitaine-Limousin-Poitou-Charente.

Elisa Vall, directrice du département « Appui aux territoires » de la Caisse des Dépôts.

Michel Verpeaux, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne.

Débats avec la salle.

11H00 - PAUSE-CAFÉ

11H15
TABLE RONDE 2

LES MÉTROPOLIS
ET LES COMMUNES
NOUVELLES

Longtemps figé, l'échelon communal semble en voie à la mutation. D'un côté, la prise en compte du fait urbain a conduit à l'élaboration de statuts spécifiques pour les métropoles, lesquelles se sont multipliées depuis le 1^{er} janvier 2015. De l'autre, les communes nouvelles, qui permettent le regroupement de communes contiguës ou la transformation d'un EPCI, se développent dans les zones rurales. Il convient notamment de se demander si ces créations contribuent à la clarification de la répartition des compétences au niveau local.

ANIMATEUR DE LA TABLE RONDE

Christophe Pouthier, directeur de l'activité « Ouvrages et contenus » de Berger-Levrault.

INTRODUCTION

Jean-François Brisson, professeur à l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

INTERVENANTS

Michel Derdevet, secrétaire Général ERDF, maître de Conférences à Sciences Po et professeur au Collège d'Europe de Bruges.

Olivier Dussopt, député de l'Ardèche, président de l'Association des petites villes de France.

Cécile Maisonneuve, présidente de la Fabrique de la Cité.

Rollon Mouchel-Blaisot, directeur général de l'Association des maires de France (AMF).

Patrick Ollier, député des Hauts-de-Seine, président de la métropole du Grand Paris.

Frédéric Sanchez, maire du Petit Quevilly, président de la Métropole Rouen-Normandie.

Débats avec la salle.

12H45 - PAUSE DÉJEUNER

APRÈS-MIDI

14H30 - GRAND TÉMOIN

- Jean-Pierre Balligand, président de l'Institut de la gouvernance territoriale, co-auteur du rapport « Décentralisation : sortons de la confusion. Repenser l'action publique dans les territoires », Institut Montaigne, janvier 2016.

15H00
TABLE RONDE 3

LE SYSTÈME
FINANCIER LOCAL

Le système financier local est marqué par un contexte de tensions et de raréfaction des ressources. Par ailleurs, les mécanismes de péréquation, pourtant régulièrement modifiés, ne donnent pas les résultats attendus. Cela conduit les acteurs locaux à élaborer des instruments innovants, susceptibles de contribuer à financer l'action publique territoriale.

ANIMATEUR DE LA TABLE RONDE

Françoise Larpin, associée, directrice nationale « Secteur public » de KPMG.

INTRODUCTION

Michel Bouvier, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne, président de l'Association pour la fondation internationale de finances publiques (FONDAFIP).

INTERVENANTS

Yves Duruflé, inspecteur général de l'administration, ancien DGS du Conseil régional du Nord-Pas de Calais.

Philippe Laurent, maire de Sceaux, président de la commission des finances de l'Association des maires de France (AMF).

Régis Pellissier, directeur régional Île-de-France de la Caisse des Dépôts.

Eric Portal, membre du Bureau de l'Association Finances Gestion Evaluation des collectivités territoriale (AFIGESE).

16H30 - ALLOCUTION DE CLÔTURE

- Jean-Michel Baylet, ministre de l'Aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.